

## **Compte rendu du Bureau National Solidaires du 05/02/2015**

**Présents** : 35 participants dont : Solidaires Crédit Agricole, Sud Rail, Sud PTT, Sud Santé Sociaux, Sud Météo, Sud Recherche, Sud Education, SUN DEP (Enseignement privé), Sud BPCE, Sud Protection Sociale, SUD Industrie, Sud Travail, Sud Chimie, Sud Informatique, Sud CAM (Crédit Agricole), SNUPP FEN Solidaires (Eau et Forêt) UNIRS (Solidaires Retraités), Solidaires SDIS (Pompiers) et SNA BF Solidaires.

### **Ordre du jour : Matin (3h30)**

1. Causes et effets de la nouvelle situation créée depuis le 7 janvier : nos tâches au plan social, sociétal et syndical.
2. Stratégie syndicale (projet de loi Macron, Intersyndicale du 20/01/15, rencontres FSU du 29/01/15, campagne « les capitalistes nous coûtent cher »),

### **Après-midi (3h)**

3. Site Solidaires : présentation des travaux sur les évolutions du site,
4. Situation Européenne dont l'analyse de la situation en Grèce, perspectives sociales et économiques.

Ajout en séance d'un cinquième point sur les Utopiques (plaquette de présentation et d'inscription disponible à la permanence).

### **1. Causes et effets de la nouvelle situation créée depuis le 7 janvier : nos tâches au plan social, sociétal et syndical.**

Présentation par un membre du BN des débats de la réunion extraordinaire du 22/01/15. 1<sup>er</sup> constat, les rassemblements, marches etc. ont mobilisé de façon considérable, qu'elles qu'en aient été les motivations. Cela dit, elles n'ont pas mobilisé tout le monde et la pression au « je suis Charlie » a pu être vécue comme insupportable par une partie de la population, par des jeunes particulièrement visés par ces injonctions. Bien entendu, c'est la marche parisienne et tous ces chefs d'états plus ou moins démocratiques qui a focalisé. Ces évènements posent des questions sur la République, la laïcité, la démocratie, la liberté de la presse, le racisme, toutes notions dont la discussion a du sens et ont agi comme révélateurs de nombreux problèmes de société :

- Des injustices et des inégalités,

- Des incursions de la politique internationale dans le paysage national (interventions militaires, conflit israélo-palestinien, conflits de pouvoir entre différents états au Proche-Orient),
- De la place du fait religieux dans l'espace public et des interférences avec les autres questions, démocratie, laïcité, liberté d'expression.
- De comprendre comment les discriminations raciales se combinent avec la question sociale : exclusions, discriminations, égalité au travail.

Nos positions internes sur le sujet doivent être réaffirmées : la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des valeurs pour nous, la liberté de conscience, de religion, de culte sont des droits, les religions et leurs expressions fondamentalistes peuvent être critiquées comme contraires à d'autres valeurs : la défense d'autres libertés individuelles, l'égalité entre les femmes et les hommes, la laïcité....

Des risques sont inhérents à cette situation : renforcement de l'arsenal répressif, de la surveillance sur Internet visant de façon particulière des populations dont il est sous-entendu qu'elles doivent être surveillées : jeunes, personnes fréquentant les mosquées ou certains sites internet (+ de 80 jeunes ont été visés par des procédures répressives après la minute de silence). Sud Education évoque même une hystérie des interpellations d'élèves soupçonnés de faire « l'apologie du terrorisme » et indique que la réaction doit être globale et non cantonnée aux seuls salariés de l'éducation car la situation risque de dégénérer. Dans les « 11 mesures pour l'école », la laïcité sert de cache-sexe à une logique discriminatoire (parcours citoyen), enseignement de la laïcité morale et citoyenne, retour de « l'ordre moral » au nom de la laïcité. Renforcement également des moyens militaires (dans un contexte budgétaire serré) et quasiment aucune remise en cause ou débat autour des politiques d'intervention étrangères tous azimuts de la France, pas plus que n'est remise en cause la politique de soutien aux régimes arabes réactionnaires. On peut également relever des risques d'augmentation des idées racistes et des manifestations de racisme : contre les personnes issues de l'immigration arabe et maghrébine, contre les musulman(e)s, contre les juifs (entre autres agressions contre les mosquées, femmes voilées, nouvelle phase d'interdictions professionnelles, théories du complot et sympathie pour les idées de Soral et de Dieudonné...). Il résulte de tout cela une pression à l'unité nationale forte, afin de faire oublier les responsabilités des gouvernants dans cette situation, les véritables enjeux pour sortir de cette impasse et faire passer les enjeux sociaux au second plan.

Sans omettre le contexte préexistant, reculs sociaux, absence de riposte intersyndicale, montée de l'extrême-droite, racisme exprimé de façon déjà nette. Il faut également prendre en compte de façon plus nette et volontariste

les discriminations racistes et les discriminations croisées (les personnes issues de l'immigration sont stigmatisées et dans des situations sociales plus précaires que le reste de la population, même si elles sont françaises de naissance). Il est nécessaire de comprendre comment les questions de discrimination selon l'origine, la culture, la religion s'articulent avec les inégalités sociales. Les combats de classe et pour l'égalité doivent se mener dans des dimensions multiples pour être efficaces.

Le débat a également porté sur les classes sociales - cultures - origines - religions... Le syndicalisme se situe dans un rapport de proximité avec une partie importante de la population, il dispose donc de moyens pour agir, sa responsabilité est donc importante en ce domaine.

La réunion intersyndicale (toutes les OS présentes à l'exception de FO) du 20 janvier dernier montre une prise de conscience assez large des enjeux autour du racisme, de l'extrême-droite en lien avec les questions sociales et peut ouvrir des perspectives de travail commun à moyen terme.

Enfin, la question de l'école et du domaine de l'éducation reste entière, tant sur la question des jeunes et de l'école que dans le refus que les personnels de l'éducation nationale soient sommés de résoudre la totalité des problèmes sociaux dans un contexte où la pression idéologique veut pallier la mise en cause de moyens.

Après les attentats, toutes sortes de réseaux se sont constitués ou réaffirmés : LDH, Amnesty International, Réseaux sans-papiers, Copernic...et travaillent à une initiative commune autour du **23 mars, journée de l'antiracisme**.

Un groupe de travail a été chargé de suivre ce qui se fait, dans et hors les entreprises sur ces questions, de travailler à la mise en place d'une formation spécifique « agir contre les inégalités et les stéréotypes de genre », en lien avec les commissions Formation, Immigration et Extrême-droite.

## **2. Stratégie syndicale (projet de loi Macron, Intersyndicale du 20/01/15, rencontres FSU du 29/01/15, campagne « les capitalistes nous coûtent cher »),**

La campagne « les capitalistes nous coûtent cher » est aussi un support qui participe à la lutte contre la politique pro-patronale du gouvernement, en permettant de lier agitation et réflexion plus globale. Outre le matériel national, plusieurs structures ont décliné cette campagne en rapport direct avec les préoccupations de leur secteur. Dans les mois qui viennent, la question des salaires sera plus particulièrement ciblée, ce qui devrait permettre une campagne public/privé et d'entamer une réflexion plus large sur cette question qui est au cœur des préoccupations avec l'axe central de la redistribution des richesses. Cette campagne doit aussi décliner un calendrier d'actions à définir, notamment autour d'actions décentralisées le

même jour et/ou une manifestation nationale sur le modèle du 24 mars 2012.

Solidaires est à l'initiative d'un collectif sur la santé des travailleurs qui a lancé un appel « pour ne pas perdre sa vie à la gagner » relayé par une pétition et **un meeting parisien le 11 février**. Cette campagne fait le lien (inspection du travail, médecine du travail) avec le projet de loi dit « Macron » actuellement en débats au parlement. Côté commerces, il est prévu de travailler à un appel des fédérations syndicales pour un élargissement de la mobilisation, en s'appuyant sur les initiatives des différentes régions. Un axe existe également côté prud'hommes au niveau national avec le SAF, le SM, la CGT mais aussi des intersyndicales locales avec parfois grève des audiences.

### 3. **Point Site Solidaires, présentation des travaux d'évolution du site.**

Partant du constat de la vétusté du site actuel, le BN a sollicité l'entreprise Face B pour : **la mise en œuvre d'un web design** plus attractif et plus intuitif, **une communication plus fluide avec points d'entrée sur 3 axes** : réinventer le syndicalisme (présentation de Solidaires), défendre les salariés (les droits...) et agir pour la transformation sociale (l'action, la réflexion...) et **un espace actualités** avec photos, vidéos, dessins, audio et **un encadré « on a gagné » pour** la valorisation des luttes et les résultats des élections.

Des fonctions supplémentaires seront également intégrées dont un agenda des événements et un catalogue des publications et matériels et bons de commande (mais pas de paiement en ligne).

Enfin, dans une volonté de renforcer les liens entre les structures de Solidaires et de faire bénéficier ceux qui n'en disposent pas de bénéficier d'un site simplifié avec l'ouverture d'une page dédiée pour chaque structure qui permette :

- Pour les structures disposant déjà d'un site : de faire le lien, de présenter la structure, de faire remonter une actualité ou deux, de mettre une image...L'objectif n'est pas de remplacer les sites existants mais de leur donner de la visibilité sur le Site de Solidaires en donnant envie d'aller y faire un tour.
- Pour celles n'en disposant pas : de présenter la structure et de mettre en ligne l'ensemble des éléments de documentation existants. Cela implique que les structures concernées aient du matériel spécifique à présenter.

Cette réflexion doit aussi permettre la réciprocité, la manière dont les structures intègrent dans leurs propres sites les éléments publiés par Solidaires.

Lors du débat qui a suivi, le SNABF Solidaires s'est interrogé sur un document occultant tout aspect financier dans un contexte budgétaire extrêmement préoccupant. Lors du point Trésorerie du BN du 06/11/14, il

a été annoncé 251 000€ de déficit cumulé de 2011 à 2013 (-174 000€ en 2011, - 55 000€ en 2012 et - 22 000€ en 2013). Les réalisations pour 2014 devraient également être déficitaires (on le verra lors de la présentation des comptes en mars) justifiant une sur-cotisation exceptionnelle de 25 centimes pour le budget 2015 mais sans garantie d'un résultat non déficitaire au vu de nos besoins d'actions revendicatives, de développement et de structuration interprofessionnels. De plus, les lignes propagande - manifestations et international ont été chiffrées à minima dans la présentation budgétaire 2015. Quel est le coût de la refondation du site et a-t-il été intégré lors de l'élaboration des prévisions budgétaires 2015 ?

Pour le moment, seules les parties « cadrage stratégique » et « écriture du cahier de charges » ont été réglées et représentent environ 8000€. Le design, le développement, les formations nécessaires sont encore en discussion de même que les moyens humains supplémentaires nécessaires à la mise à jour régulière du site.

Au global, les participants sont très satisfaits des nouvelles possibilités qui seront offertes par ce nouvel outil de communication.

#### **4. Situation Européenne dont l'analyse de la situation en Grèce, perspectives sociales et économiques.**

La BCE a récemment annoncé le rachat de 60 milliards d'euros mensuels de dettes publiques et privées des états de la zone euro entre mars 2015 et septembre 2016. 20% des risques seront supportés par les banques centrales de chaque état membre. De telles mesures sont mises en place afin d'atteindre un équilibre de 2% d'inflation, véritable contre-feu dans un contexte dépressif et de déflation mais, par ailleurs, il n'y a aucune garantie que les banques en retour octroient plus facilement des crédits pour relancer l'activité économique et ne redoublent pas d'activités spéculatives. Il s'agit en tous cas d'un changement de perspective de la BCE qui abandonne pour un temps sa politique monétaire historique. Dans le même temps, la politique budgétaire de l'UE pourrait se détendre (sortir certains investissements des critères budgétaires). Néanmoins, l'insistance sur les réformes structurelles montre que les objectifs de fond de refonte des marchés du travail, de la protection sociale, des services publics ne sont absolument pas remis en cause puisque ces exigences apparaissent comme les contreparties en quelque sorte du desserrement de l'étai budgétaire et monétaire.

De plus, faute de s'attaquer radicalement aux causes de la crise de 2008, notamment la spéculation, les transactions financières, les paradis fiscaux et à la ponction généralisée par le capital sur les richesses produites, nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle crise encore plus profonde.

La situation politique en Europe est en train de changer, en Grèce avec l'arrivée au pouvoir de Siriza (36,5% des suffrages, à 2 sièges de la majorité absolue) et en Espagne avec la montée en puissance de Podemos. Ces deux formations politiques reviennent carrément sur les fondamentaux de la politique économique de l'UE concernant les mesures d'austérité qui ont détruit les services publics dans leur pays et paupérisé une partie croissante de la population par le chômage, les réductions de salaires, les expulsions de logement et les coupes drastiques du nombre de fonctionnaires. Mais il ne faut pas oublier que dans ces deux pays, les mouvements sociaux et les grèves ont eu une dimension inédite ces dernières années. En Grèce, ce sont plus de 10 grèves générales qui se sont construites depuis le début de la crise. Le front syndical uni s'est renforcé et les luttes de diverses formes se sont multipliées comme par exemple l'occupation du Ministère des Finances Publiques par les employés chargés du ménage depuis plus d'un an, licenciés dans le cadre d'un énième plan d'austérité, ainsi que les expériences de solidarité et d'autogestion (reprise de la télé grecque, dispensaires et pharmacies sociales). En Espagne, afin de museler les mouvements sociaux en lutte contre les plans d'austérité, le Gouvernement prépare une « loi bâillon » qui vise à restreindre le droit de manifester et de faire grève, dans le cadre d'une criminalisation globale des actions de protestation. De nombreux militants sont menacés d'amendes voire de peines de prison, à un point tel que les syndicats espagnols, à l'initiative de la CGT, ont monté une coordination afin de s'organiser collectivement contre la répression syndicale. En Allemagne, il y a eu récemment d'importantes grèves dans les secteurs du rail, à la Lufthansa et à Amazon, qui ont déclenché d'ailleurs une campagne de diffamation sans pareil dans la presse allemande, signe de l'inquiétude que cela génère dans le cercle gouvernemental. En Belgique également, les grèves générales successives de cet automne ont été les plus importantes de la décennie.

Le contexte général en Europe est en train de changer, il est essentiel de persévérer dans la construction d'un rapport de forces par des actions syndicales coordonnées et le renforcement de nos liens avec les mobilisations et mouvements dans les différents pays, afin de favoriser les conditions d'émergence d'une remise en cause globale de l'austérité et des politiques européennes budgétaires, de la dette, etc.

Le 18 mars, le réseau Blockupy organise une action de blocage au moment de l'inauguration des nouveaux locaux de la BCE. Solidaires, comme d'autres membres du réseau européen des syndicats alternatifs et de base sera présent, avec pour objectif de participer à une action internationale dans un contexte général décrit plus haut.

## **5. Point Utopiques**

La plaquette de présentation et le bordereau d'inscription sont parus. Les inscriptions doivent être faites par les structures (pas d'inscription individuelle), coût 340 € (nourriture, hébergement, + location structure) déplacements en sus à la charge des structures. Clôture des inscriptions à fin février.

**Fin de la réunion, 17h30.**

**Pour le Secrétariat National, Véronique Bergugnat.**